

## **Le Mouvement « Bongo Doit Partir » répond favorablement à l'appel à l'unité de Pierre Mamboundou et de la Société Civile Gabonaise**

Prenant acte des appels à l'unité lancés, d'une part, par Pierre Mamboundou, président de l'UPG, et, d'autre part, par la société civile gabonaise par le biais de la coalition associative «Ça suffit comme ça », le mouvement politique en exil « Bongo Doit Partir » (BDP) affirme son adhésion totale et inébranlable à ces appels.

Saluant le rapprochement actuellement en cours entre la société politique et la société civile au Gabon, le BDP tient cependant à mettre en garde les acteurs de ce rapprochement contre toute attitude de naïveté qui consisterait, comme cela a souvent été le cas, à se mettre, une fois de trop, en position de mendiant de la démocratie. Le peuple ne doit jamais mendier la démocratie. Il doit l'arracher, voir l'imposer, par tous les moyens. Le BDP met également en garde ces mêmes acteurs contre toute attitude qui consisterait à continuer à commettre l'erreur d'exclure la diaspora gabonaise du débat politique national. Le BDP pense que le principe d'unité des forces vives de la nation doit s'appuyer sur une synergie de toutes ces forces où qu'elles se trouvent.

En outre, le mouvement « Bongo Doit Partir » rappelle qu'unir la société politique et la société civile autour d'un projet d'élections transparentes et crédibles au Gabon, à commencer par l'élection législative actuellement préparée de manière unilatérale et frauduleuse par le régime des Bongo, supposerait, comme il l'espère, que tout le monde ait désormais compris que le changement que les Gabonais souhaitent de toutes leurs forces ne viendra ni par les urnes ni par la bonne volonté des Bongo, et encore moins par le miracle de Jésus-Christ. A ce titre, il est indispensable que tout le monde tienne vis-à-vis des Gabonais un discours clair et honnête qui ne laissât plus aucune ambiguïté sur les intentions des partisans du changement aujourd'hui en voie d'unification.

Autrement dit, la clarté du discours que demande le mouvement « Bongo Doit Partir » impose que tout le monde, parlant de la même voix, adopte un langage ferme qui mettrait en avant les impératifs suivants :

- Il ne s'agit plus de parlementer une énième fois avec les Bongo ou de faire des doléances maintes fois ressassées: cela fait 20 ans que les Gabonais parlementent et que les Bongo, pères comme fils, et accords après accords, roulent dans la farine des générations entières de Gabonais de tous bords qui ont cru que les Bongo étaient autre chose que des voyous au pouvoir ; le temps est venu de dire clairement à ces voyous, « On ne parle plus, on casse ».
- Il ne s'agit plus de dissimuler la réalité à laquelle les Gabonais doivent faire face derrière des discours vagues comme « trop c'est trop » ou autres formules sans sens. Qu'est-ce qui est trop ? Il ne faut pas se tromper d'ennemi et il ne faut plus avoir peur de désigner clairement les ennemis du peuple. L'origine du mal gabonais ce sont les Bongo. Il faut donc clairement dire aux Gabonais que rien de bon ne peut se passer au Gabon tant qu'un Bongo sera au pouvoir. Pour que le Gabon change et s'évite 70 ans de bongoïsme héréditaire, donc, Bongo et les deux prostituées de la République qui soutiennent constitutionnellement ces bandits (Rose Rogombé et Madeleine Mborantsuo) doivent partir. Il nous semble que quand un despote autoproclamé président se permet de réformer unilatéralement la Constitution pour se donner le droit de légiférer par ordonnances, puis par la suite répudie le consensus de la classe politique pour tenir des élections frauduleuses, et enfin, profite de l'intercession parlementaire pour changer, par ordonnance et sans débat, la loi électorale de la nation, il faut se rendre à l'évidence : la bataille actuelle est avant tout une bataille contre la monarchie des Bongo.
- Il ne s'agit plus de laisser les Gabonais deviner péniblement les intentions des leaders de nos classes politiques et civiles ou de se cacher derrière des discours supposés « responsables »: l'insurrection doit être, aujourd'hui, la visée la plus explicite et la plus urgente de toute la nation. Aucun Gabonais ne doit plus, au jour d'aujourd'hui, rester dans le flou, les mots d'ordre doivent être clairs et les intentions publiquement affichées. Si le but est d'empêcher les législatives et d'imposer la réforme, il faut dès maintenant y préparer les Gabonais et dire avec eux, sans ambages, que : « Ce que décide Ali Bongo, on s'en fout désormais. L'élection n'aura pas lieu. Un point c'est tout. »

- Il ne s'agit plus de mettre en place des coalitions visant à la promotion des individus. Il s'agit de nationaliser le combat au-delà des hommes et d'affirmer l'impératif d'un changement immédiat basé sur des objectifs communs, le premier étant de mettre hors d'état de nuire les Bongo, le second étant d'instaurer au Gabon les principes de transparence qui mèneraient rapidement et immédiatement à des élections générales propres par lesquelles les Gabonais auraient enfin le loisir d'élire librement les leaders de leur choix ; pour cela, la Coalition à mettre en place doit clairement signifier son objet. Combattre une dictature est avant tout une lutte pour la vie ou la mort. L'état d'esprit doit être celui de la lutte car le régime en place ne fera de cadeau à personne. Pourquoi le ménager à notre tour ?
- Il ne s'agit plus de confondre le Gabon avec une démocratie ni même pour les associations et syndicats d'avoir peur de politiser leur discours. La conférence nationale de 1990 ne fut possible que parce que syndicats et associations politisèrent leur discours en réclamant ouvertement la conférence nationale. Si tout le monde est désormais d'accord avec le BDP que le changement ne peut venir au Gabon ni par les urnes ni par la bonne volonté des Bongo, alors il est impératif de sortir des attitudes légalistes et faussement républicaines qui ont tendance, au Gabon, à saper puis détruire tout effort insurrectionnel. Dès lors que les lois gabonaises instituées par les Bongo ont été façonnées à la mesure de l'incapacité des Bongo à gagner une élection transparente au Gabon, il est impératif que tout le monde dise clairement que les lois gabonaises actuelles sont caduques et, en tant que citoyens libres et souverains, les Gabonais ne sont plus prêts à les respecter. L'objectif est la chute des Bongo. Ne tergiversons plus.

Pour sa part, le BDP se dit prêt à travailler, dans le cadre d'une vaste coalition des forces radicales nationales, à la mise en place des stratégies à même de causer, immédiatement, la plus grande crise politique de l'histoire du Gabon. Aucun groupe ne peut y arriver tout seul. Ce combat va demander l'engagement de toute la nation. Le BDP en appelle donc à une synergie immédiate et urgente de toutes les forces du changement au Gabon comme dans la diaspora en vue de la mise en place, dans un délai de deux semaines, d'un Commandement Suprême, dont la fonction sera, dès lors, d'élaborer un plan insurrectionnel visant à la chute immédiate des Bongo.

La langue de bois doit donc cesser. Le peuple doit montrer aux Bongo qui est plus bandit que qui. Si l'unité des forces du changement que les uns et les autres souhaitent est une démarche sincère, réaliste et déterminée, il ne faut plus faire de l'insurrection un secret. Les Gabonais sont tous d'accord qu'aucune élection ne doit se tenir sans biométrie. Ils veulent aussi que les élections ne se tinssent qu'après des réformes profondes qui déferaient le chiffon à la mesure de la petitesse des Bongo qui sert actuellement de Constitution au Gabon.

Le peuple et la classe politique doivent aussi savoir qu'il y a, dans toute dictature, des signes qui ne trompent pas : Quand un despote se sent obligé de contorsionner la loi aux fins de s'assurer des victoires trafiquées, c'est qu'il ne se sent pas bien assis ni stable dans son pouvoir. L'ordonnance anti-démocratique d'Ali Bongo de ce mois d'août est un aveu d'Ali Bongo que son pouvoir est fragile. Il faut donc passer aux actes. Le BDP se tient prêt à contribuer à une stratégie insurrectionnelle nationale, unitariste et cohésive qui, en deux ou trois petites semaines, mettrait les Bongo devant un seul choix : partir ou partir. Les Bongo doivent, plus que jamais, partir.

Fait à Montclair, New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, le 31 août 2011

Pour le mouvement « Bongo Doit Partir »

Dr. Daniel Mengara, Président

Bongo Doit Partir

P.O. Box 3216 TCB

West Orange, NJ 07052

Tél. : (+1) 973-447-9763

Fax : (+1) 973-669-9708